

• Juin 2016 • Numero 148 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Et Si Melenchon… ?

Sommaire

*L’édito de Jean-Luc Gonneau : Et si Mélenchon… ?*

*- Chronique de la gauche en questions. La suite des grandes et moins grandes manœuvres au sein de la gauche, par João Silveirinho en arbitre légendairement impartial des élégances (relatives) des turbulences en cours.*

*- Les grandes oreilles de Manu. Yann Fiévet nous propose une analyse implacable de la loi (liberticide) sur le renseignement portée par le trio Hollande-Valls-Cazeneuve et avalée presque unanimement par nos parlementaires.*

- ***L’avenir est ailleurs.*** *L’Une réflexion sur le monde qui nous attend, et ce n’est pas très gai, par* ***Jacques-Robert Simon.***

*-* ***L’économie maffieuse et criminelle internationale****. Une analyse fine de l’évolution des alliances américaines au proche Orient et de leurs conséquences sur les crises qui secouent cette région, par* ***Michel Rogalski****.*

*- Avec Mélenchon, unifier la gauche authentique. C’est un militant historique de la gauche autogestionnaire qui le dit. Alors… Une contribution de l’urbaniste Jean-Pierre Lefebvre.*

*- Le maître de Sainte Euphasie. Le premier épisode d’un mini feuilleton, savoureux, cocktail d’observations sociales acides, ou tendres, ou drôles avec, si, si, un zeste d’érotisme, par le nouvelliste Hervé Mesdon. Car la littérature, m’sieurs-dames, c’est vital.*

*-* [*La planification d’une déportation de masse : Chronique de « l’ensauvagement » de l’UE*](https://bouamamas.wordpress.com/2016/04/07/la-planification-dune-deportation-de-masse-chronique-de-lensauvagement-de-lue/)*. Une dénonciation à la fois sensible et argumentée de l’accord entre l’Union Européenne et la Turquie sur les réfugiés du proche orient par Said Bouamamas.*

*- Bonus : Les photos de presse détournées par le (très) facétieux Patrick Mignard.*

*Bonnes lectures.*

* Edito : Et si Mélenchon… ?

###### Par Jean-Luc Gonneau

*Jean-Luc Mélenchon avait prévenu : il ne pleuvra pas le 5 juin pour son meeting à Paris. Et il ne plut pas. Il y a des gens comme ça qui attirent la pluie, et d’autres pas. Le meeting, un discours comme il sait les faire, tonique et cultivé, une foule satisfaisante en ces temps moroses (5000 ? 10000 ?), une organisation impeccable et bon enfant à la fois. Autre bonne nouvelle pour «JLM» : alors qu’il était presque à hauteur de François Hollande dans les sondages le mois dernier, le voici maintenant estimé au pire à égalité, au mieux un peu devant. Les bougons estimeront que ce n’est pas si difficile, compte tenu de la modestie de la popularité du président en exercice. Les souriants y verront le signe que la gauche «authentique», comme la qualifie l’ami Jean-Pierre Lefebvre, semble prendre le pas sur la gauche socio-libérale, qui tente de s’affubler d’un ronflant «gauche de gouvernement», comme si la gauche «authentique» n’aspirait pas, elle aussi, à gouverner.*

*A ce sujet, il est un élément curieusement évité par les thuriféraires de la «gauche de gouvernement», celui du projet pour le prochain septennat. L’inusable (il était déjà usé à ses débuts) Alain Duhamel a beau taper sur Mélenchon dans ses chroniques, sans jamais analyser ses propositions, il ne peut empêcher que les grands axes de son programme sont définis, à partir de «L’humain d’abord», qu’il s’agit de compléter et de mettre à jour. Que propose la «gauche de gouvernement» au-delà de 2017 ? Mystère et boule de gomme. Le Parti socialiste, on avait pu le constater, avait déjà peu de réflexion prospective en 2012. Il n’en a plus aucune pour 2017. Et François Hollande, ou ses avatars Manuel Valls ou Emmanuel Macron, n’osera tout de même pas nous refaire le coup du «mon ennemi c’est la finance». Ce serait un immense éclat de rire, amer, dans le pays.*

*Bon, on le sait, il faut se méfier des sondages, mais s’ils persistent à placer Jean-Luc Mélenchon et la «gauche authentique» devant le représentant de la gauche autoproclamée de gouvernement, alors se poserait la question d’un leadership sur l’ensemble de la gauche. Les frontières entre les familles de la gauche ont toujours été poreuses, et les brebis égarées dans un socialisme affadi et à bout de souffle pourraient se dire qu’il est des prairies plus verdoyantes et des perspectives plus satisfaisantes pour l’esprit (et pour le pays).*

* Chronique de la Gauche en Questions (deuxième sequence)

*Par João Silveirinho*

Depuis le mois dernier, les choses ont encore bougé dans les couloirs de la gauche. Il s’y passe tous les jours quelque chose, assénait jadis un slogan d’un grand magasin parisien ? Presque.

Il ya eu un flop, des patinages, des nouveautés, des avancées. Revue de détail en commençant par le flop : la «primaire de toute la gauche» est définitivement enterrée. De profundis mais sans regrets

Au rayon patinages, plusieurs des appels que nous relevions le mois passé ont connu ce que l’on qualifie parfois de succès d’estime. Il en est ainsi de l’ «appel des cent». Celui qui voulait «rallumer l’étincelle» du Front de gauche a contribué à confirmer un attachement, assez formel quand même, du PCF au Front de gauche lors de son congrès. Mais, comme l’appel des cent, il n’a pas mobilisé les énergies suffisantes pour devenir un espace de débats et de propositions. A l’autre extrémité du spectre de la gauche au sens (très) large, le mouvement «En marche» d’Emmanuel Macron est déjà à l’arrêt, essoufflé après quelques centaines de mètres et quelques dizaines de porte à porte. Un patinage proche du flop. De même, on ne parle plus beaucoup du baroque Hé ho la gauche, qui a patiné avant de floper. Patinage, qui devrait s’inscrire dans la durée, pour les frères ennemis du NPA et de LO, qui ne pèseront pas lourd malgré leurs courages militant. Patinage aussi pour Nuit debout, contrarié par la fatigue et la pluie. L’initiative s’en relèvera-t-elle. Disons qu’elle a semé quelques graines de réflexions qui peut-être porteront quelques fruits.

Au rayon nouveautés notons, mais est-ce vraiment nouveau, la réapparition médiatique de Nicolas Hulot comme hypothétique candidat écolo. Ce qui contrarierait les ambitions de Cécile Duflot, mais lui éviterait un score a priori lilliputien. Hulot pourrait-il faire mieux ? Sans doute. De beaucoup ? Pas sur. La vraie nouveauté, c’est l’annonce d’une primaire de la gauche qui se dit de gouvernement, idée sortie du chapeau du boss du PS, Jean-Christophe Cambadélis, qui n’en est pas peu fier. Manœuvre habile si on ne considère que le pré carré du PS : Hollande se présente, ses opposants internes (Marie Noëlle Lienemann est déjà candidate, Benoît Hamon, Arnaud Montebourg, Gérard Filoche se tâtent) auront le plus grand mal à accorder leurs violons, parmi les alliés du PS, le PRG et les dissidents verts se dévoueront pour une candidature «de témoignage». Résultat : Hollande désigné les doigts dans le nez, et le voilà, selon certains, relégitimé pour repartir pour un tour. Mais si on regarde un peu plus loin que le bout du nez des intrigues internes du PS, une telle primaire ne soulèvera certainement pas l’engouement populaire qui fit le succès de celle de 2012. Et la légitimation du vainqueur ne pèsera pas bien lourd.

Entre nouveauté et patinage se situe le congrès du PCF. Nouveauté : le texte présenté par la direction ne recueille qu’une très courte majorité, le score le plus riquiqui de toute l’histoire du parti. Nouveauté grâce à la nouveauté : l’attitude ambiguë de la direction du parti à propos de la «primaire de toute la gauche» avait plombé le texte susdit. Cette primaire sort dans les choux du congrès, quelques jours avant d’être assassinée par la PS.

Pas de primaire, donc, mais patinage pour ce qui concerne l’élection présidentielle. Malgré les efforts de la direction pour « dépersonnaliser le débat», l’ombre de la candidature Mélenchon a plané sur le congrès. Il y a les carrément pour, qui ont officialisé leur soutien, avec Francis Parny et Brigitte Dionnet, proches de Marie-George Buffet, et près de 3000 signataires, les plus ou moins carrément contre («il faut un candidat communiste pour relancer le parti», «trop perso» ou bien sous cape «Mélenchon vient du PS, donc suspect»), souvent mais pas toujours des vétérans, et ceux qui se tâtent. Comme souvent, les tâtistes ont raflé la mise, le PCF se décidera plus tard. Espérons qu’il ne sera pas trop tard.

Les avancées enfin. Pluriel hélas superflu car il n’y en a qu’une : la lente mais régulière ascension de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Pas seulement dans les sondages, toujours à relativiser, mais aussi dans le rassemblement. Chez les communistes certes, mais plus largement à gauche, dont quelques socialistes qui ont rompu les amarres. La présence bienveillante de personnalités communistes (Marie-George Buffet, Patrice Cohen-Seat…) et plus observatrice de Clémentine Autain, porte-parole d’Ensemble, à son meeting du 5 juin est un signe. Certes, observation n’est pas encore soutien, mais peut-être bien que ça vient.

* Les Grandes Oreilles de Manu

*Par Yann Fiévet*

On avait moqué en leur temps les écoutes indiscrètes de Tonton. On ne les avait pas prises trop au tragique ces écoutes sauvages téléguidées depuis l’Elysée par le Florentin. Ce n’était pas joli-joli mais les zonzons comme les nomment les professionnels de la profession du Renseignement rimaient tellement bien avec Tonton que les canards déchaînés finir par en rire. Et puis franchement que pouvait bien avoir à cacher Carole Bouquet, surprenante écoutée de l’affaire de la cellule anti-terroriste élyséenne, qui puisse menacer la sécurité intérieure de la France ? Certes il était déplaisant d’apprendre qu’un Président de la République élu au nom de la Gauche finissait son règne bi-septennal en se vautrant dans les pires pratiques galvaudées du temps du trop fameux SAC. Bof, il nous avait déjà tellement déçus qu’il ne s’agissait finalement que d’un coup de grâce presqu’annoncé. Après «les Irlandais de Vincennes» ou le «Rainbow warrior» ces écoutes maladroites et mal ciblées n’étaient somme toute que de la petite bière. La Droite n’avait plus alors qu’à cueillir le pouvoir tel un fruit mûr. Mûr pour de nouvelles aventures en eaux troubles mais là nous savions que nous serions davantage en pays de connaissance. Du reste, la Chiraquie suivie de la Sarkozie ne nous donnèrent pas moins d’une vingtaine de lois «sécuritaires». C’est devenu une habitude française, à chaque poussée de violence urbaine médiatisée, sa loi votée en hâte pour rasséréner le bon peuple apeuré.

Pourtant, tout autre est la dérive où nous entraîne la triplette Hollande-Valls-Cazeneuve avec la nouvelle loi sur le renseignement. Il ne s’agit plus d’écoutes occasionnelles pour les besoins d’enquêtes particulières. Il s’agit de la volonté revendiquée de mettre en place un système d’écoutes à très large spectre sans motif préalable. Finies donc les écoutes de grand-papa bricolées en loucedé. Place à l’omni-surveillance. Le vieux rêve panoptique de Jeremy Bentham revient en force. En écoutant au hasard un peu tout le monde on surprendra forcément des conversations utiles à la sécurité de la communauté nationale. Au sein du triumvirat de l’espionnite étatique Manuel Valls donne le la. Le chef d’orchestre est entré en guerre. Contre un ennemi potentiel dont le caractère dominant est d’être partout et nulle part à la fois : le terrorisme. Les moyens de la communication moderne vont apporter au Premier Ministre un progrès considérable sur ses prédécesseurs dans le domaine de la surveillance qu’il semble considérer comme le sacerdoce de sa fonction. Son néo-panopticon aura assurément de quoi impressionner. La Droite, à commencer par Nicolas Sarkozy, n’avait sûrement fait qu’en rêver ; Manu va le réaliser. Et avec de surcroît l’approbation quasi générale alimentée par le sentiment d’insécurité savamment attisé par une bonne part de la classe politique.

Manu, la version réelle du mythique *big brother*, n’aura pas que de grandes oreilles. Il ne va pas se contenter d’écouter. Il va lire aussi, notre courrier maintenant que «tout est en ligne». Il va regarder partout puisque bientôt nous ne pourrons plus faire un pas sans que notre image soit capturer par l’œil panoramique d’une caméra urbaine fixe ou d’un drone affecté à la frénétique surveillance. En attendant que demain ses grandes oreilles et ses grands yeux soient complétées par de grandes dents car le grand méchant loup n’est probablement plus très loin.

Cependant, Manu est d’ores-et-déjà bien supérieur au loup des contes pour enfant : il a surtout une très grande mémoire. Toutes les données relatives à la vie de nos concitoyens, collectées à l’occasion du moindre de nos agissements, désormais tous suspects, sont renfermés dans les fichiers informatiques fort mal contrôlés de l’Administration ou d’officines privées mystérieusement assermentées. Cette loi qui émeut fort peu de parlementaires étend considérablement les dispositions existantes en matière d’interceptions de sécurité et d’accès aux données de connexion à l’Internet. Il transpose dans le domaine de la prévention des techniques de recueil de renseignement (balisage de véhicules ou d’objets, sonorisation ou captation d’images dans des lieux privés, captation de données informatiques, écoutes téléphoniques...). Il permettra aussi un accès aux réseaux des opérateurs de télécommunications et aux serveurs des hébergeurs, en instaurant un mécanisme de détection d'un nouveau genre grâce à des algorithmes que l’on peut considérer comme autant de boîtes noires. Par ailleurs, il s’agit, de plus, d’un projet très approximatif au plan juridique, aux attendus vagues, Aux assurances incertaines. Bref, un texte de loi indigne du Gouvernement d’un grand pays. Il ne suffisait pas qu’il fut éminemment liberticide ; il devait aussi être honteusement cafouilleux !

A l’unanimité la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDH) a condamné le texte. Pour elle, nous avons là affaire à une volonté de «surveillance de masse» par la collecte généralisée et la conservation durable de données collectées sur nos ordinateurs, nos téléphones, nos tablettes, tous les instruments électroniques qui, désormais, sont le quotidien de nos vies. À plusieurs reprises, elle affirme que le dispositif de la loi contient  une violation flagrante de l’article 8» de la Convention européenne des droits de l’homme qui stipule le «droit au respect de la vie privée et familiale». Elle s’inquiète de l’usage que pourrait faire l’Etat des instruments technologiques dont il dispose librement et qui lui donnent ainsi accès à une transparence totalitaire sur la vie privée des individus, leurs pensées secrètes, leurs personnalités intimes. De plus, en étendant le recours aux techniques de renseignement aux intérêts économiques et industriels, auxquels on peut ajouter la surveillance préventive des mouvements collectives de contestation sociale ou écologique, la loi offre un champ potentiellement illimité aux curiosités intrusives de la police. Enfin, on assiste au basculement dans le champ de la police administrative de mesures répressives qui devraient bénéficier de garanties judiciaires. La loi porte donc atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. A cet égard, le silence complice de Christiane Taubira, alors garde des sceaux, nous laissa pantois.

Mesurons bien le péril qui s’annonce, pour ne pas dire le crime : l’Etat de police se substitue à l’Etat de droit. Cette substitution coupable pourrait ouvrir toute grande les portes à la phase ultime et mortifère de «l’encadrement national» : l’Etat martial. Manu… militari !

*Le blog de Yann Fiévet : www .yanninfo.fr*

* L’Avenir est Ailleurs

*Par Jacques-Robert Simon*

Deux phénomènes apparemment incompatibles coexistent dans la nature. Dans l’un s’effectue un éparpillement, le colorant d’une solution concentrée va diffuser vers une autre plus diluée. Dans l’autre, des molécules vont se rassembler pour former un agrégat. Pourtant, les espèces en présence sont pratiquement semblables et les lois physico-chimiques strictement identiques. Il ne faut donc pas compter sur la science pour expliquer la mondialisation qui se déroule actuellement à une vitesse accélérée durant laquelle les gens et les capitaux s’éparpillent tandis que des zones rassemblent hors du cadre des Nations des gens de même typologie.

L’éparpillement tout d’abord. Les capitaux peuvent, depuis toujours, être transportés efficacement là où ils peuvent engendrer une plus value optimisée. Il leur faut trouver une main d’œuvre peu coûteuse et qualifiée fabriquant des produits vendus le plus cher possible, donc pas à ceux qui les fabriquent. Le capital fournit l’arme nécessaire pour contraindre les travailleurs à œuvrer dans le sens souhaité. Les pays «sous-développés» fournissent des multitudes de personnes si pauvres que le pire des travaux est un rêve pour eux. Un investisseur avisé placera donc ses capitaux au sein du tiers monde. Même si l’appât du gain est son ressort, il peut aussi proclamer qu’ainsi des miséreux deviennent moins miséreux, ce qui est exact : il est bon de soigner son image.

Une des multiples conséquences, au sein des pays développés, de ce transfert de capital vers le tiers monde, c’est que la main d’œuvre locale ne trouve plus d’emploi dans des secteurs industriels qui tendent à disparaître. Les nouveaux besoins en service (aide aux personnes, garde d’enfants …) conviennent mal aux ouvriers en recherche d’emploi Ainsi, plus de quatre ouvriers (25% des emplois) sur cinq sont des hommes, tandis que près de quatre employés sur cinq sont des femmes. La féminisation des emplois est concomitante avec les délocalisations industrielles. Il est souvent fait mention de main d’œuvre peu qualifiée pour désigner les emplois industriels, il serait plus judicieux de parler de personnes peu diplômées car l’intelligence de la main acquise par l’expérience n’est plus mise en doute par personne. Ce ne sont pas seulement des emplois qui disparaissent, c’est une voie d’accès vers une reconnaissance sociale qui se ferme.

On assiste donc à une «intellectualisation», ou du moins une tentative d’intellectualisation, des sociétés occidentales en mettant sur la touche l’apprentissage qui est une éducation par le faire plutôt que par le savoir. Toutefois, cette obsession du diplôme est moins frénétique dans d’autres pays européens qu’en France. L’égalité homme femme va de soi, mais les revendications spécifiques pour les femmes obscurcissent jusqu’à rendre invisible la lutte des classes, les femmes appartenant à toutes les classes sociales. Pourtant pour constituer un capital, qui n’est rien d’autre que du travail accumulé, il est impératif et inévitable de trouver un moyen de faire travailler d’autres pour soi-même. La lutte des classes n’existe apparemment plus car on a divisé les prolétaires en castes. Les membres des castes se reconnaissent des affinités électives en leur sein bien que d’immenses inégalités de tous ordres les séparent.

Notre futur ressemblera peu ou prou au présent des États-Unis : 30% des jeunes âgés de 29 ans ont fait des études supérieures (niveau licence) avec cependant des disparités : les femmes blanches sont 39,1% mais les hommes noirs 12,2%. Le taux de pauvreté aux USA est le plus important des 17 pays les plus riches : un enfant américain sur quatre et un enfant afro-américain sur deux (50%) grandit en dessous du seuil de pauvreté. Il serait ridicule de prétendre une quelconque aptitude de telle «race» ou de tel sexe à apprendre et comprendre mieux que d’autres. Il est prouvé sans aucune espèce de doute que l’environnement des enfants est le facteur déterminant pour son avenir, et cet environnement est lié intimement aux revenus disponibles. La pyramide hiérarchique est d’autre part déterminée selon les critères des possédants : pour y appartenir il est impératif d’être leur semblable.

Éparpillement donc : les capitaux peuvent se déplacer avec facilité sur la planète entière. Il est mis en avant qu’en conséquence ils vont créer des richesses en permettant des investissements productifs. Il y a cependant tout lieu de penser que les capitaux créent surtout une force de contrainte permettant d’asservir autrui plus que le libérer. Les vraies créations de richesses sont le fruit du talent, de l’esprit d’aventure, de la culture intellectuelle ou manuelle et surtout de l’ingéniosité. Il est inutile de mettre de l’engrais sur une plante morte, c’est pourtant ce que font les financiers incapables de faire la différence entre un m’as-tu-vu et un entrepreneur. Résultat : les habiles pullulent tandis que les créateurs se meurent : il est impossible de rêver en comptant.

L’éparpillement conduit à terme à une homogénéisation des cultures, des pratiques politiques, des mœurs, en fait de tous les aspects de la vie quotidienne sauf ceux qui concernent les capitaux : dans la logique du modèle proposé (dit libéral grâce à un talent certain de communication) les inégalités ne peuvent que croître. Elles augmentent car aucun des dispositifs antagonistes n’est efficace. Le contrepoids au despotisme économique peut être la révolution, l’émeute, les élections, mais la formation de castes ne permet plus cette solution. Un autre pourrait relever de la réglementation, mais on voit mal comment celle-ci pourrait être écrite autrement que dans le sens qui favorise ou du moins qui préserve les possédants puisque ceux qui les écrivent font partie eux aussi des nantis.

L’agrégation par les castes est efficace car elle tire parti d’éléments naturels : le besoin de dominer, la haine des différences, le besoin de paraître … Il n’y a rien de naturel à être égaux, libres et fraternels : il faut toute l’attention de parents, d’une école, de références morales, toutes choses que s’acharne à détruire le prétendu libéralisme. Faire une liste exhaustive et détaillée des diverses castes serait possible mais difficile, car l’appartenance à l’une d’entre elles peut se définir de maintes façons, par l’ethnie, la culture, la sexualité, le sexe … Des miséreux, les uns soudanais les autres afghans se sont récemment battus dans un camp de réfugiés. Leur désespérance est pourtant la même, tout comme sa cause. Il peut être avancé qu’à long terme un citoyen unique peuplera le monde et que des problèmes de ce type ne se poseront plus. Il n’en sera rien car l’homme a une imagination infinie pour trouver des motifs de se détester. Seul la fraternité peut parvenir à allier l’égalité et la liberté, pas la cupidité ni l’esprit de lucre. Le règne de l’amour n’arrivera jamais, certes mais, ce qui est certain c’est que le futur est ailleurs, pas dans un tiroir caisse.

*Le voyage pour moi, ce n'est pas arriver, c'est partir. C'est la saveur de la journée qui s'ouvre, c'est l'imprévu de la prochaine escale, c'est le désir jamais comblé de connaître sans cesse autre chose, c'est la curiosité de confronter ses rêves avec le Monde, c'est demain, éternellement demain. Partir...* Par Roland Dorgelès

* L’Economie Maffieuse et Criminelle Internationale

*Par Michel Rogalski*

Tout le monde l’admet. L’économie mafieuse internationale ne s’est jamais aussi bien portée qu’aujourd’hui. Rapports, travaux et révélations s’accumulent confirmant tous l’extraordinaire dynamisme de ces activités particulières ayant réussi à infiltrer des secteurs d’une extrême diversité. Ayant appris très vite à apprivoiser la mondialisation, des réseaux mafieux se sont organisés et maillent désormais la planète se jouant des frontières et des différences de législation. Ils ont su prendre comme modèle la façon dont les firmes transnationales les ont précédés en la manière.

Profitant de l’aubaine qu’a représentée l’explosion de la mondialisation libérale et financière depuis quelques décennies, ces réseaux en ont utilisé tous les rouages et en sont devenus, à travers de vastes opérations de blanchiment, des interlocuteurs quasi-officiels. Car il faut bien profiter de ce qu’a rapporté son crime et utiliser en toute légalité ce qui a été acquis illégalement. Ainsi la libéralisation financière permet aux gagnants de la dernière vague de mondialisation de se rapprocher dans un bénéfice réciproque permettant aux uns de jouir de leur forfait moyennant une dîme raisonnable et aux autres d’accroître leurs profits et de pouvoir bénéficier d’une manne douteuse qui viendra gonfler leur trésorerie déjà bien confortable. Tout cela au détriment des perdants de la mondialisation, les États et leur souveraineté, les peuples et la démocratie. N’oublions jamais que la mondialisation est devenu le processus, présenté comme naturel, qui permet de faire ailleurs, sans entrave, ce qui est devenu interdit dans son pays grâce à l’élévation d’acquis sociaux. Nombreux, hélas, sont les pays qui s’inscrivent dans ce mécanisme en valorisant les pires aspects de leur attractivité, les mettant ainsi en concurrence.

Le dernier scandale que révèle la presse mondiale et accusant le Panama de jouer un rôle pivot dans le fonctionnement de cette économie maffieuse confirme tout ce que les spécialistes avaient largement décrit. Ce scandale du « Panama papers » paraît énorme parce qu’il ne concerne qu’une seule société – la Mossack Fonseca - et que l’on sait que c’est par milliers que de telles officines prospèrent. Certains clients devant émarger à plusieurs.

**L’économie criminelle gangrène tout**

Peu de domaines échappent à ces activités mafieuses. Commerces et trafics illicites ont de tout temps accompagné drogues et armes et généré d’immenses profits aussitôt réinvestis et étendus à d’autres secteurs lucratifs comme l’immobilier ou le tourisme. La prostitution, dont les profits ont servi à alimenter l’argent du banditisme et des gangs, s’est organisée en réseaux internationaux pratiquant le trafic d’êtres humains. La dislocation des Balkans et les soubresauts de l’Europe de l’Est ont ainsi dynamisé les réseaux de prostitution sur le continent. Certaines zones se sont trouvé des spécialisations liées à des ressources naturelles comme l’héroïne en Asie, la cocaïne en Amérique latine, le hachich au Maghreb. D’autres ont profité de l’aubaine d’être sur des trajets utiles et ont prélevé des dîmes générant corruption et économie maffieuse. Les flux migratoires ont été immédiatement « accompagnés » de réseaux de passeurs et de fournisseurs de faux documents aussi bien durant le voyage qu’à l’arrivée. Les raretés, les réglementations, les fluctuations de prix se révèlent être des aubaines dans lesquelles s’engouffrent les trafiquants en tout genre, de métaux, d’organes humains, d’œuvres d’art. La contrefaçon est sortie de son domaine traditionnel des biens de luxe en inondant le marché de faux médicaments, causant des victimes chez les populations les plus démunies.

Les grandes manifestations sportives et les grands clubs sportifs sont ouvertement suspectés de pratiques corruptives. L’informatique et les réseaux internet sont devenus des supports d’activités délictueuses dont les auteurs ont toujours un coup d’avance sur leur parade. La fraude fiscale sur les profits ou sur la TVA prospère même sur les marchés des permis négociable des émissions de gaz à effet de serre occasionnant de lourdes pertes de recettes aux États. Les paradis fiscaux sont certes de mieux en mieux recensés et cèdent peu à peu aux pressions internationales, mais restent toujours actifs au service tout à la fois des malfrats, des firmes, des banques et des États dont les plus grands protègent jalousement les leurs, les estimant nécessaires à leur prospérité économique.

**Un système s’est mis en place**

Toutes ces activités ont besoin pour se développer de gagner des appuis et doivent donc laisser quelques miettes de leurs profits en corrompant pour s’assurer de protections nécessaires. Cette gangrène s’est développée à l’échelle de la planète et a affecté certains États à un niveau tel que l’on peut alors parler d’une véritable osmose entre milieux mafieux et pouvoirs dès lors que nouveaux maîtres de guerre et parrains dialoguent d’égal à égal avec les responsables politiques. Cette image de marque colle à la réputation de certains pays. Au cœur même de l’Europe, le Luxembourg en a fait sa spécialisation internationale. Monsieur Jean-Claude Juncker, actuel président de la Commission européenne, était Premier ministre lorsque son pays s’est engagé dans cette voie en négociant des avantages fiscaux particuliers aux firmes européennes leur permettant d’échapper aux fiscalités plus élevées de leur pays d’origine – le mécanisme du « tax ruling ». Ceci s’est traduit par un manque à gagner de recettes fiscales dans des pays accusés dans le même temps de déficits budgétaires trop élevés. Partout les États et les populations souffrent de ces pratiques dont l’idéologie dominante favorise la progression et qui restent encore insuffisamment réprimées.

Le contrôle de la libéralisation de la finance qui a joué un rôle central dans la montée de ces activités mafieuses et criminelles doit constituer un levier décisif pour faire reculer ce fléau dont l’ampleur menace tout à la fois la souveraineté des États, l’exercice même de la démocratie et la morale publique. Ces scandales ne sont jamais révélés par la puissance publique. C’est parfois au détour d’une procédure de divorce que le pot aux roses est découvert. Mais c’est surtout grâce au rôle des lanceurs d’alerte que la vérité éclate. Ils doivent pouvoir bénéficier d’un statut protecteur.

*Article paru dans la revue Recherches internationales, http://www.recherches-internationales.fr*

* Le Maître de Sainte Euphasie, (premier épisode)

*Par Hervé Mesdon*

Ton faussement solennel et jubilation intérieure: «mesdames, Charles me commence demain». Gaëtane, la femme du directeur de la BRG, n'avait même pas pris le temps de faire entrer ses trois amies dans son salon aux murs de bonbonnière. «Voilà, il vient de m'appeler il y a une heure, il me commence demain». Elle rayonnait, elle ne savait plus que faire de ses yeux et de ses mains tant elle rayonnait. «Pour une nouvelle, c'est une grande nouvelle, Gaëtane!» «Tu l'attendais depuis si longtemps ma chérie !» «On est vraiment contentes pour toi!» Pauline, Jeanne et Lucie, de leurs exclamations, lui confirmèrent à quel point elle avait bien raison de rayonner. « Oui, demain soir, 10 h, premier rendez-vous, il m'a dit qu'il venait de finir la femme du Président de la Chambre de Commerce et il me prend tout de suite derrière ».

Et en long, en large et en travers, mais à mi-mots comme toujours quand ici, entre dames, il s'agissait de Charles, elles en avaient causé. «Tu sais comment ça se passe, bien sûr?». «Tu verras, il se donne des airs, mais il est très bien». «Ne joue pas les séductrices avec lui, ça l'énerve.» «Tu t'es organisée pour le soir je suppose?» Maintenant c'était l'heure du thé qu'elles  prendraient sous la gloriette comme d'habitude. Gaëtane dans la cuisine préparait les petits gâteaux, le thé, les tasses.

Les trois amies faisaient une pause dans leurs bavardages. Jeanne enrageait intérieurement, d'elles quatre, elle serait désormais la seule que Charles n'aurait pas faite : «si Jacques avait un peu plus d'ambition aussi et s'il n'y avait cette foutue maison à payer». Pauline, rêveuse,  se  souvenait  que  c'était ici,  sous la  gloriette,   au cours de soirées où ils avaient trop bu, que deux ou trois fois elle s'était laissée aller à des étreintes langoureuses entre les bras de Jérôme, le mari de Gaëtane. Lucie cherchait à retrouver l'émotion des longues séances de nuit chez Charles. On entendit Gaëtane qui approchait, les tasses se titillant sur le plateau. Elle voulait surtout qu'on en parle, qu'on en parle encore et encore : «mais ça a commencé comment cette réputation de Charles et qui a été la première ?»

«On parle de Madame Lenfant, la libraire de la Place d'Armes: elle aurait tant voulu que sa vie soit un roman». «On parle aussi de la femme du pharmacien». «On ne sait plus vraiment aujourd'hui, ça fait un sacré bout d' temps». «Madame Lecreux jure ses grands dieux que c'était elle et elle donne des dates et tout». «Oui mais Mademoiselle Barge aussi». «Et Madame Puiseux sa meilleure amie hausse alors les épaules avec l'air de quelqu'une qui en sait bien plus qu'elle n'en dit».

Il n'y avait en fait que deux choses dont on était sûr à propos de Charles. La première c'était que toutes celles-là dont elles venaient de parler et aussi Pauline et aussi Lucie et beaucoup d'autres encore étaient passées sous les fourches caudines des pinceaux de Charles Marchalaud. La seconde c'était que Charles Marchalaud avait débarqué à Sainte Euphasie  il y avait exactement quinze ans, « le jour des cendres », vous préciserait même Ginette.  Il n'avait pour tout bagage que ses joues creuses, ses yeux un peu fous, son ventre vide et son manteau d'Emmaüs trop grand pour lui. Au Terminus, le premier bar rencontré au sortir de la gare, Ginette, la patronne, lui avait permis de faire son trou: une paillasse sous les toits, une ardoise qu'elle laissait s'allonger contre quelques nuits de tendresse. La veuve Rinsac du Restaurant des Amis, en échange des mêmes menus services sans doute, lui servait chaque soir à la cuisine une bonne soupe ou un reste de plat du jour.

De l'une et de l'autre, pour les remercier, il avait fait un grand portrait en pied qui, l'un et l'autre, aujourd'hui encore, sont accrochés en bonne place dans le bar et le restaurant. À l'évidence elles avaient donc été les premières, mais toutes les « dames » de la ville vous auraient dit qu'elles ne comptaient pas ces deux là, bien sûr. Non, il ne s'agissait pas de cela, il s'agissait de savoir laquelle avait été la muse première, l'égérie radicale, la messagère de la providence, celle qui avait été à l'origine du succès de Charles (toutes l'appelaient Charles), celle qui avait su en faire la coqueluche de la bonne société de Sainte Euphasie.  (à suivre)

* Avec Melenchon, Unifier la Gauche Authentique

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Avec la déliquescence hollandaise, le mensonge social permanent, l’abandon des promesses électorales pour assurer la gestion loyale des intérêts oligarchiques, touchent à leur fin, l’urgence est d’empêcher que son effondrement entraîne toute la gauche dans un déclin prolongé face à une droite dérivant vers l’extrémisme néo-pétainiste.

La France souffre de deux maux essentiels : une oligarchie compradore, incapable de résister à ses concurrents, et son corollaire, un Etat proliférant dont la bureaucratie parasitaire - élus ou hauts fonctionnaires - persiste à coûter 10 % de PIB de plus que celle des voisins européens, en dépit des efforts sociaux-démocrates visant à laminer la péréquation sociale acquise de haute lutte au siècle dernier. Le déficit de l’Etat doit être éliminé notamment pour que notre nouvelle voix progressiste soit entendue en Europe contre le libéralisme triomphant.

Face à la fabrication récurrente par le système politique communal de mandarins, imposés ensuite par les médias, Nuit Debout a montré, après l’Espagne ou New York, l’aspiration formidable des jeunes salariés intellectuels à une démocratie revisitée de fond en comble, s’appuyant sur la libre circulation de l’information et l’activité de la base plutôt que sur la pesanteur des appareils.

Dans un an, les présidentielles offriront un moment unique, non de trouver un sauveur suprême chimérique, mais de désigner un candidat qui fasse sienne cette exigence, qui accepte le mandat impératif, dès élu, d’engager la révision constitutionnelle permanente, mettant fin à la monarchie rétrograde du président potentat asservi aux oligarques du CAC 40 , la remplaçant progressivement mais inexorablement par la révolution démocratique et sociale depuis la base, par la construction méthodique de l’autogestion économique et politique accompagnée d’un dépérissement de l’Etat.

Deux axes forts à cette entreprise : dans le domaine économique, limiter le pouvoir discrétionnaire des actionnaires et PDG par l’extension des droits des comités d’entreprise. Entre la dictature du patrimoniale actuel et les pleins pouvoirs aux salariés, seul, le rapport de force historique fixera le curseur. Les institutions participatives seront donc évolutives, afin de pouvoir vérifier le bon fonctionnement économique permettant des corrections. Un système comparable à la cogestion allemande qui semble avoir donné d’assez bons résultats en matière d’efficience économique.

La fiscalité devrait tendre à corriger le caractère inacceptable de l’accumulation patrimoniale qui conduit le monde à sa perte (Piketty), comme la publicité, facteur de mensonge marchand et de compétitivité excessive, d’altération des rapports affectifs et cultivés, de destruction écologique de la planète. Elle devra faire place à la montée en force des ONG critiques. La banque, mutualisée, devrait être soumise au contrôle des déposants et de ses salariés pour empêcher spéculations, truquages et paradis fiscaux.

L’objectif social devra réduire le temps de travail - 32 heures - en partageant les revenus - seul moyen de mettre un terme au chômage chronique -, abaisser la hauteur de la pyramide des revenus, rattraper notre retard en matière de robotisation, reconstruire les branches d’industrie nationale menacées, faire la chasse aux gaspillages bureaucratiques…

Dans le domaine politique, le parlement serait élu à la proportionnelle, réaffirmé dans son rôle majeur, le gouvernement responsable devant lui, la présidence et le sénat supprimés. Un maillage démocratique du territoire national serait institué par des conseils de quartier de 3000 habitants avec cinq élus révocables, gérant la vie locale, avec un pouvoir de contrôle sur tous les échelons démocratiques supérieurs. La fonction publique sera alignée sur le statut général du salariat. Une activité culturelle critique, libérée des médias marchandisés, devrait animer ce réseau en s’appuyant enfin sur une école nouvelle, animée partout par les pédagogies actives.

La lutte écologique placée au premier plan, boostée par l’intervention directe des salariés, empêchera l’extinction des possibilités de survie de l’humanité. Elle devrait passer nécessairement par une révolution urbaine qui engage à terme la reconstruction de la ville hyperdense et invivable, en l’arrachant à la spéculation immobilière, socle des patrimoines excessifs qui creusent les inégalités. La priorité sera aux quartiers sensibles, où devraient être mis en œuvre une faible densité, inférieure à deux, un tissu social et fonctionnel mixte, piéton et vert, le recours à une créativité architecturale libérée comme la banlieue rouge avait su l’expérimenter avec succès il y a vingt ans. Engager cette longue marche sans transiger sur ses objectifs.

La situation a placé Mélenchon comme le support historique possible, à cette étape, d’un tel programme inspiré de la Nuit Debout et du combat cégétiste. Au-delà des hésitations politiciennes des vieux appareils, l’urgence est que lui en soit conféré le mandat impératif. Ainsi serait semées, quel que soit le résultat de la prochaine présidentielle, les graines d’un vrai changement de gauche, soutenu par la majorité de la population, contrôlé par elle-même dans les quartiers et les entreprises, qui puisse éradiquer la démagogie frontiste auprès des couches populaires écartées des affaires par la corruption politicienne. De ce point de vue, les chances d’un succès dès 2017, ne sont pas nulles, comme en témoigne la montée des ces voies autogestionnaires en Espagne, aux USA, en Grande Bretagne, etc.

* La Planification d’une Déporta tion de masse : Chronique d’un«Ensauvagement» de l’Union

Européenne.

*Par Said Bouamamas*

Dans un silence médiatique et politique assourdissant, les premiers bateaux transportant plusieurs centaines de réfugiés ont commencé la mise en pratique de la plus importante déportation de masse en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale. Il s’agit ni plus ni moins que d’un nouveau crime historique de l’Union Européenne. Que celui-ci soit légal (en vertu de l’accord signé avec la Turquie) ne change bien entendu rien à son caractère violent et attentatoire aux droits humains. Nous avons affaire ici à un nouveau palier de « l’ensauvagement » de l’Europe riche pour paraphraser Aimé Césaire. Aux portes de cette Europe se multiplient et se multiplieront les camps financés par l’Union Européenne et gérés par le grand démocrate Erdogan.

**L’accord avec Ankara : une marchandisation des réfugiés**

Lundi 4 avril, 202 réfugiés quittent contre leur gré les îles grecques de Lesbios et Chios et sont débarqués dans le port turc de Dikili. La composition du groupe est un véritable panorama de la misère et de l’injustice mondiale actuelle : Pakistan, Afghanistan, Congo, Sri Lanka, Bangladesh, Inde, Irak, Somali, Côte d’Ivoire, Syrie. Cette première déportation en annonce de nombreuses autres en vertu de l’accord signé entre la Turquie et l’Union Européenne le 18 mars 2016. Rarement un accord n’a été mis en application aussi rapidement : dès le 20 mars la frontière entre la Turquie et la Grèce est fermée, c’est-à-dire que désormais les nouveaux réfugiés peuvent être directement refoulés vers la Turquie ; quinze jours après débute la première déportation. Il est vrai en revanche que la conclusion de l’accord a été longue du fait du marchandage sur les vies humaines qui a caractérisé les négociations.

Du côté de l’Union Européenne l’enjeu est de sous-traiter ou d’externaliser la politique de refoulement et de répression des réfugiés. Une telle pratique n’est pas nouvelle. Elle est au cœur des accords qu’impose l’Union Européenne aux pays africains pour faire de ceux-ci des gardes-chiourmes frontaliers. Elle est la mission première de l’agence FRONTEX consistant à*«délocaliser peu à peu les frontières extérieures de l’UE vers l’Est et vers le Sud pour « mieux repousser les migrants»»*. Tout en continuant ses politiques de pillages et de guerres, l’Union Européenne se dédouane ainsi des conséquences de sa politique étrangère impérialiste.

Du côté turc l’enjeu est également de taille. Les rares couvertures médiatiques de l’accord insistent sur l’aide de 6 milliards d’euros accordée à la Turquie pour cette sale besogne. Or cette aide n’est que l’arbre qui cache la forêt. Elle n’est ni scandaleuse, ni démesurée au regard ce que signifierait un accueil digne de cette « misère du monde » produite par las Etats riches. En revanche, d’autres parties de l’accord sont étrangement passées sous silence. En premier lieu la Turquie se voit attribuer le label de « pays sûr » c’est-à-dire répondant aux critères de protection des réfugiés liés au droit d’asile. Voici ce qu’en pense Jean-François Dubost, un juriste d’Amnesty International : «*Cet accord marchande les réfugiés […] Il suppose que la Turquie est un pays sûr pour les réfugiés. Or nous n’avons de cesse de montrer, preuves à l’appui, que la Turquie refoule les réfugiés vers l’Afghanistan et la Syrie de façon assez massive […] Vraisemblablement, ces personnes ne resteront pas en Turquie parce que les conditions de protection n’y sont pas réunies. Elles vont donc chercher de nouvelles routes, plus dangereuses. On peut penser peut-être à des départs, à nouveau, depuis la Libye »*

En second lieu la Turquie se voit offrir ainsi blanc-seing pour la «gestion de la question kurde». La chancelière Merkel le révèle quelques jours avant la signature de l’accord en soulignant qu’«il va de soi que face à la Turquie nous devons mettre en avant nos convictions sur la protection de la liberté de la presse ou le traitement des Kurdes». Rarement une hypocrisie a été aussi grande, quand on sait que l’instauration du couvre-feu dans plusieurs régions kurdes du sud-est du pays a fait déjà des centaines de victimes majoritairement civiles. Les deux vice-présidents du Parti Démocratique des Peuples (HDP) résument comme suit la signification de l’accord de déportation : «Il s’agit d’un marchandage sur le dos des réfugiés. L’Europe ferme volontairement les yeux devant la violation des droits de l’homme en Turquie.»

Plusieurs associations humanitaires ont refusé d’accompagner l’accord qu’elles estiment contradictoire avec les lois internationales du droit d’asile. Médecins Sans Frontières a décidé de suspendre ses activités sur les îles de Lesbos et de Samos en Grèce pour ne pas être complice de l’accord. Sa conseillère en affaire humanitaire, Aurélie Ponthieu explique cette décision comme suit : *«Ces calculs grossiers réduisent les individus à de simples chiffres, leur retirent tout traitement humain et droit d’asile. Ces gens ne sont pas des chiffres ; ce sont des femmes, des enfants, des familles. Environ 88% des personnes qui empruntent cette route sont en quête de sécurité en Europe, et plus de la moitié d’entre eux sont des femmes et des enfants. Ils devraient être traités humainement et dignement.»*

Marie Elisabeth Ingres, chef de mission pour la Grèce de cette ONG est encore plus explicite. «Nous refusons de prendre part, précise-t-elle, à un système qui bafoue les besoins humanitaires des demandeurs d’asile […] Nous ne laisserons pas notre aide être instrumentalisée en faveur de déportation de masse». Le son de cloche est identique pour l’International Rescue Committee et le Conseil norvégien pour les réfugiés. Même l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) refuse de s’impliquer dans ce qu’elle caractérise comme une mise en «détention des réfugiés».

Les réfugiés sont lucides sur le sort qui leur est réservé : mardi 22 mars, 4 jours après la signature de l’accord un réfugié désespéré s’immole par le feu dans le camp d’Indomeni à la frontière entre la Grèce et la Macédoine pour protester contre cette situation de parcage à la frontière dans des conditions inhumaines.

Comment simplement penser qu’une Turquie qui accueille déjà 3 millions de réfugiés puisse en accueillir des dizaines de milliers supplémentaires dans des conditions dignes ? La vérité crue s’impose : l’accueil sera inévitablement une détention de masse dans des camps sous surveillance militaire. Les victimes de nos guerres et de nos pillages sont ainsi transformées en coupables à surveiller et à enfermer. Les camps de la honte font désormais partis du paysage légal de la grande Europe.

**La construction médiatique de l’indifférence publique**

La photo du petit Aylan Kurdi, un enfant syrien de 3 ans échoué sur la plage de Bodrum, était à la une de tous les journaux européens le 3 septembre dernier. Le quotidien espagnol El Pais titrait en Une : «l’image qui ébranle toute l’Europe». De nombreuses manifestations spontanées dans plusieurs pays d’Europe semblaient souligner une prise de conscience de l’opinion publique que le quotidien britannique The Independent résumait comme suit : *«Si les images, incroyablement bouleversantes, du corps d’un enfant syrien échoué sur une plage ne conduisent pas l’Europe à changer d’attitude par rapport aux réfugiés, qu’est-ce qui pourra le faire ?»*

A peine 6 mois plus tard l’accord de la honte est signé dans une indifférence générale pour le mieux et avec une approbation portant un soulagement pour le pire. Entre temps la couverture médiatique de la question a été marquée par trois discours significatifs : celui de l’invasion, de l’infiltration terroriste et celui des violences sexistes.

La multiplication des images chocs sans explications accompagnatrices et mélangeant allègrement les lieux et les circonstances est la forme dominante de la couverture médiatique de la figure du réfugié : train pris d’assaut par plusieurs milliers de réfugiés en Hongrie, longues files se dirigeant vers la frontière serbe, camps surchargés aux différentes frontières, etc. Toutes ces images accréditent l’idée d’une invasion massive menaçant l’Europe. Une nouvelle fois, le discours médiatique présente des résultats (concentrations aux frontières, tentatives désespérées de franchir des barbelés) sans en souligner les causes : les politiques de fermeture des frontières faisant effet d’accumulation aux points de passage.  
Une telle couverture médiatique n’est pas nouvelle mais elle a pris ces derniers mois une dimension anxiogène du fait de sa quotidienneté. Déjà fin 2015 un rapport du Réseau du journalisme éthique (Ethical Journalism Network) concernant 14 pays européens résume cette couverture comme se réalisant avec «un langage détaché et des discours sur des invasions». Le rapport souligne également que la reprise sans déconstruction des réactions racistes de différents dirigeants et hommes politiques européens a également contribué à accréditer l’idée d’une invasion. Enfin il mentionne l’usage immodéré des hyperboles qui renforce encore le climat anxiogène de la couverture médiatique.

Les chiffres pour leur part révèlent une toute autre réalité. Si effectivement près de 5 millions de Syriens ont été contraints de fuir la guerre depuis 2011, ils sont essentiellement réfugiés en Turquie (2.7 millions) et au Liban (1 million). La France pour sa part a «généreusement» accueillis 10 000 syriens depuis 2011 selon les chiffres de l’OFPRA. Quant à la dernière arrivée massive de ces derniers mois, l’Organisation Internationale pour les Migrants (OIM) le Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l’ONU (HCR) l’évalue à 1 005 504 personnes pour l’ensemble de l’Europe pour l’année 2015.

La situation n’est pas étonnante au regard des données disponibles sur l’ensemble des réfugiés au niveau mondial. Elle se résume comme suit : la quasi-totalité des réfugiés sont accueillis par des pays pauvres. Argumentant la nécessité d’une répartition plus équitable des réfugiés, le haut-commissaire aux réfugiés des Nations-Unies Filippo Grandi utilise l’image suivante : *«Si l’Europe devait accueillir le même pourcentage de réfugiés que le Liban par rapport à sa population, il faudrait qu’elle héberge 100 millions de réfugiés.»*  
Non seulement il n’y a aucun danger d’invasion, mais l’Europe est à la fois par ses politiques économiques et militaires une des principales causes des exils forcés et une des régions les moins accueillantes du monde. Contribuer fortement à produire la misère du monde en refusant de l’accueillir ensuite, telle est la réalité de l’Union Européenne.

Le discours de l’invasion est complété par celui du danger terroriste. Il a suffi qu’un des auteurs des attentats du 13 novembre soit passé par la frontière grecque en se présentant comme réfugié syrien pour que se développe une campagne sur le «danger terroriste» nécessitant une fermeture encore plus drastique des frontières aux réfugiés. Un tel amalgame est logique avec l’analyse erronée du terrorisme comme issu uniquement d’un «virus extérieur». Il occulte que la grande majorité des «terroristes» agissant en Europe sont européens et sont une production de nos sociétés européennes, de leurs inégalités, de leurs discriminations, de leur islamophobie et de leurs humiliations. C’est ce que reconnaît le coordinateur pour la lutte contre le terrorisme depuis 2007, Gilles de Kerchove :*«Daesh ou Al-Qaïda n’ont pas besoin d’envoyer leurs membres dans la masse des demandeurs d’asile. Il existe en effet un réservoir de personnes qui sont nées en Europe, qui n’ont pas de contacts avec les organisations terroristes et ne voyagent pas, mais se sont radicalisées sur Internet. […] Malheureusement, cinq mille citoyens européens au moins ont pris la route de la Syrie et de l’Irak. Certains d’entre eux n’avaient pas été identifiés par nos services de sécurité. Donc, si j’étais un dirigeant de Daesh, je préfèrerais choisir un combattant étranger français, belge ou néerlandais pourvu de papiers en règles, et le renvoyer en Europe après l’avoir entraîné. Pourquoi voudrais-je mêler mes hommes aux demandeurs d’asile ?»*

Malgré cette évidence logique toutes les grandes chaînes télévisuels et toutes les radios importantes ont programmés des émissions et des débats où pseudos experts et autres spécialistes sont venus discourir des liens entre la «crise des réfugiés» et le «terrorisme», de la «stratégie d’infiltration des réfugiés de Daesh», etc. Le 23 novembre France Culture diffuse une émission intitulée «la crise des réfugiés à l’ombre du terrorisme». Le 7 décembre le journaliste Martin Buxant de BEL RTL pose la question significative suivante au secrétaire d’Etat à l’Asile et à la Migration Belge, Theo Francken : «il y a quand même des faisceaux d’indications qui tentent à prouver que les réseaux terroristes utilisent les filières de réfugiés pour venir en Europe. Qu’est-ce qu’on fait par rapport à cela ?».

Des «faisceaux d’indications» rien de moins ! Le 24 février 2016 c’est au tour de Kamal Redouani sur TF1/LCI de déclarer que le lien entre terrorisme et réfugiés est une «réalité» même si ajoute-t-il «il ne faut pas mettre tout le monde dans le même panier». Nous sommes bien dans une logique de diffusion d’amalgames et de rumeurs indépendantes des faits réels (un seul cas réellement objectivé). Une nouvelle fois l’émotion et l’inquiétude liées aux attentats ont été utilisées à des fins d’audimat. C’est ce que résume le journaliste Bulgare Boyko Vassilev en soulignant la tendance grandissante des médias à oublier «les faits et la réalité» : *«Nous sommes devenus à l’aide des réseaux sociaux très agressifs, nous sommes prêts à tout commenter en oubliant dans cet élan les faits et la réalité. Il y a trop d’émotions et pas assez de bon sens et de raison. Je n’ai rien contre la liberté d’expression, mais où sont les reportages, où sont les enquêtes, où sont les faits ? Nous réagissons très vite et très facilement, nous sacrifions notre travail à la médiamétrie et aux taux d’audience, nous voulons qu’on nous aime, mais le journalisme c’est autre chose. Le journalisme c’est de défier les stéréotypes, les clichés, se dresser contre l’opinion générale, c’est chercher les faits, les révéler et essayer de prouver sa propre thèse.»*

Aux discours sur l’invasion et sur la menace terroriste s’est ajouté un troisième volet toujours aussi anxiogène : celui des agressions sexuelles. A l’occasion des festivités du réveillon des violences sexuelles sont faites à de nombreuses femmes à Cologne. Des policiers déclarent anonymement à la presse qu’elles sont le fait de «réfugiés» et immédiatement toute la presse européenne diffuse et commente cette «information».

Les analyses sont massivement culturalistes fait remarquer Hanane Karimi : «Les traitements médiatique et politique des événements de Cologne démontrent la manière dont les déviances des non-blancs sont directement interprétées en termes de culture.» Ces agressions s’expliqueraient par la culture machiste et patriarcale des réfugiés. Six semaines après les faits le procureur de Cologne rend public les résultats de l’enquête : 3 des agresseurs sur 58 sont des réfugiés. Peu importe le mal est fait et la rumeur circule. La construction d’un climat anxiogène à propos des réfugiés sous la forme de l’invasion, de la menace terroriste et de l’agression sexuelle dans une société taraudée par l’inquiétude pour l’avenir et la fragilisation sociale du fait des politiques d’austérité ne peut avoir comme conséquence que le développement du racisme pour le pire et de l’indifférence pour le mieux. L’accord de la Honte signé entre l’Union Européenne et la Turquie s’appuie sur cette indifférence médiatiquement et politiquement construite. Il a comme conséquence logique inévitable : la banalisation des rafles et des camps c’est-à-dire un «ensauvagement de l’Europe».

*Le blog de Said Bouamamas : https://bouamamas.wordpress.com. Les notes à ‘appui de ce texte sont disponibles sur ce site*

* Si Réchauffer la Banquise vous Intéresse

**J’adhère à l’association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l’ordre de CACTUS REPUBLICAIN**

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction**: João Silveirinho **Éditorialistes**: Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Sylvain Ethiré **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris **Courriel :** jean-luc.gonneau@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/ *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chirikou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi , François Esquer, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, RenéLenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Hervé Mesdon, Georges Michel, Patrick Mignard, Tarik Mira, Fatiha Mlati, Arnaud de Morgny de Maeyer, Yvonne Mignot-Lefebvre, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth, Christophe Ventura, Maris-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers, Paul Vincent, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Nadine Zuili…*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Chloé Maurel, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili…*

Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, Christiane Taubira…*

Bonus : Les affiches (et photos) détournées de Patrick Mignard





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !